



OUVERTURE 7/7 :

LE GRAND RENONCEMENT CULTUREL

Les agents du Ministère de la culture ont appris, par voix de presse, l'ambition gouvernementale d'une ouverture au public 7 jours sur 7 du château de Versailles, du musée d'Orsay et du musée du Louvre.

Alors que cela fait maintenant 3 ans que chacun-e attend une ligne claire concernant la politique muséale, il faudra visiblement encore attendre, puisqu'à défaut de politique culturelle, c'est l'économie touristique et la concurrence entre les capitales culturelles mondiales qui guident les orientations ministérielles.

Après l'épisode de la lutte – toujours en cours – des intermittent-es, voici un nouvel exemple de ces «élites» qui ne pensent plus la culture.

UNE MÉCONNAISSANCE DES MÉTIERS ET DES MISSIONS

Il est extrêmement inquiétant de constater l'ampleur de la méconnaissance, voire de l'incompétence actuellement de mise chez nos dirigeant-es. En général, dans le doute, on s'abstient. Mais là, que nenni !

Le ministère fait fi des dimensions patrimoniale et scientifique, et oublie qu'à Versailles, à Orsay et au Louvre l'activité n'est pas au point mort les jours de fermeture ! Le temps de «trêve du public» est indispensable à la vie des musées, des bâtiments et des collections ainsi qu'aux personnels qui ont à cœur de les animer, de les préserver et de les restaurer.

Des lieux d'histoire à entretenir et à mettre en valeur

La réalité est que des agents du Ministère de la Culture, notamment celles et ceux des musées du Louvre, d'Orsay et du château de Versailles, travaillent dans des bâtiments anciens, qui relèvent à eux seuls de la sphère culturelle et patrimoniale. Quand bien même ces monuments seraient vides de collections, ils n'en devraient pas moins être entretenus. Il nous incombe de préserver ces lieux riches d'histoire, témoins des prouesses techniques et architecturales de leur(s) époque(s) et dans lesquels des épisodes majeurs du passé se sont déroulés.

Les murs de ces établissements portent et transmettent l'histoire de notre territoire, ses déchirures et ses réconciliations.

C'est précisément parce que des générations

successives ont su préserver, transformer et mettre en valeur ces monuments, que ceux-ci suscitent l'intérêt du public. Le ministère aurait-il trouvé une recette miraculeuse permettant aux technicien-nes et ouvriers/ères d'art de jouer leur rôle de passeurs/ses d'histoire sans qu'ils/elles puissent approcher des murs, boiseries, huisseries... dont ils ont la charge ?



Des collections à étudier et préserver

Les musées français intègrent dans leurs missions un rôle essentiel de recherche et d'étude sur et à partir des œuvres conservées dans leurs collections.

Certes, il y aurait beaucoup à dire quant à l'articulation conservations / enseignement supérieur / recherche. Néanmoins, la nécessaire amélioration des conditions d'activité scientifique doit-elle forcément passer par la suppression pure et simple d'une partie des missions

fondamentales dévolues au ministère ? Car soyons sérieux/ses, comment étudier des collections auxquelles il n'est plus possible d'accéder ? Faudra-t-il mettre les œuvres majeures en réserve pour pouvoir les approcher ? Difficile quand on sait, par ailleurs, qu'il est prévu d'externaliser les réserves du musée du Louvre à Lens et que le ministère incite à une plus grande mobilité des œuvres !

Bref, à Versailles, à Orsay et au Louvre c'est bien connu : il n'y a rien à étudier, et surtout personne pour le faire ! Visiblement le ministère considère que ses personnels scientifiques et techniques ont vocation à travailler hors-sol, et loin des œuvres...

Des musées vivants

La journée de fermeture hebdomadaire est essentielle pour faire vivre les espaces et les œuvres. Outre le grand ménage, c'est le moment des mouvements d'œuvres et donc celui de faire tourner les collections, d'organiser le rayonnement des établissements et des collections ainsi que la diffusion culturelle au travers

des expositions. C'est aussi l'occasion de s'atteler à des tâches techniques impossibles à réaliser en présence du public (réagencement et remise en état des espaces muséographiques, mises en place de signalétiques, essais de sécurité-incendie, dépoussiérage des œuvres...). C'est aussi donner la possibilité aux artistes (photographes, cinéastes, plasticien-nes...) de s'approprier l'espace et de diffuser des images paisibles de musées sur-fréquentés.



MISSIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL SACRIFIÉES

Outre un désintéret pour le bien public, l'ouverture permanente signerait un bouleversement de l'organisation du travail. Il n'est pas possible d'ouvrir tous les jours sans porter un grave préjudice aux conditions de travail des travailleurs et travailleuses de ces institutions culturelles.

Il est impossible de croire – après les assauts de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) de Sarkozy puis la Modernisation de l'Action Publique (MAP) de Hollande, et alors que le Ministère de la Culture peine à trouver les effectifs suffisants pour rouvrir le musée Picasso – que ces établissements obtiendraient les emplois nécessaires à un tel redéploiement.

Le temps de travail et son organisation seraient inévitablement remis à plat ; on doute que ce soit de manière positive pour les agents !

Les conséquences pour les équipes d'accueil et de surveillance, les équipes de travaux muséographiques et les conservations seraient donc assez simples : modification des plannings et des horaires / conditions de travail déplorables / sous-effectif .

LES PIEDS NICKELÉS FONT DE LA FINANCE

Les motivations économiques avancées par certain-es d'une ouverture 7 jours sur 7 dénotent une méconnaissance confinant à la faute professionnelle : les gains financiers ne sauraient compenser les dépenses générées par une telle mesure.

D'un point de vue budgétaire :

1/ L'impact de la hausse de la billetterie serait relativement mineur en termes d'équilibre financier.

Ainsi, au Louvre, la billetterie recouvre seulement 30% des ressources budgétaires (61 millions) sur un budget total de 199 millions. Si autant de visiteurs/euses se bousculaient un mardi ouvert que les autres jours de la semaine, on arriverait au mieux à augmenter les ressources de 5%.



Nous n'avons pas la naïveté de croire que le ministère maintiendrait sa participation au niveau actuel : ces dernières années nous ont démontré que tout est bon pour accroître sans cesse le désengagement de l'État !

2/ Une journée supplémentaire d'ouverture entraîne nécessairement une hausse de la masse salariale.

L'augmentation indispensable des effectifs d'accueil et de surveillance, même payés au lance-pierre, générerait un coût majeur. Sans compter les dépenses

supplémentaires liées aux renégociations des contrats en cours (nettoyage, maintenance, surveillance extérieure...)

3/ Si SUD Culture dénonce depuis des années les locations d'espaces à des intérêts privés, il n'en demeure pas moins que par les temps qui courent, ces «mécénats» rapportent bel et bien des financements qui atténuent, bon gré mal gré, le désengagement toujours plus grand de l'État. Disons le simplement : s'il n'y a plus de journée «hors public», ce sera de facto la fin de ces «mécénats» et donc de l'argent qu'ils rapportent. Sauf bien sûr si la privatisation des espaces s'accroît lorsque les établissements sont ouverts ; le choix étant alors fait d'empêcher le public d'accéder à certaines parties et collections de ces établissements. On est bien loin du concept de la culture pour tou-tes ! Au point où en est le gouvernement, cette option n'est pas complètement impossible...

ADIEU POLITIQUE CULTURELLE ?

La culture n'est pas une marchandise comme les autres. [...] La culture est une force économique.

(A. Filippetti)

Il est assez symptomatique de la vacuité intellectuelle actuelle de constater que l'idée d'ouvrir 7 jours sur 7 a été abordée exclusivement sous l'angle de l'économie touristique.

Ainsi il n'est plus question, même au sein de notre ministère, de parler de public ou de visiteurs/euses : nous sommes dans l'ère touristique qui, non contente de la surfréquentation, vise maintenant l'hyper, voire la méga fréquentation des établissements culturels. Le tout au mépris des missions des musées et des conditions d'accès et de conservation des œuvres et des bâtiments et foulant aux pieds les conditions d'exercice des missions des personnels !

À aucun moment ne sont posées les questions fondamentales : que devons-nous montrer, que voulons-nous transmettre, à quel(s) public(s), dans quelles conditions et à quelles fins ?

La transmission et l'émancipation par la culture ne sont visiblement plus des questionnements au sein de notre institution, dirigée dorénavant comme toutes les autres par la politique du chiffre : faire payer à un toujours plus grand nombre sous couvert de montrer à toujours plus de monde. Et cela, sans se préoccuper une seule fois des

Et si la journée de fermeture permettait de voir autre chose ?

La concurrence économique entre les «capitales culturelles» mais également entre les musées et les établissements – y compris au sein du ministère – favorise l'uniformisation de l'offre culturelle. L'objectif pour les musées dépendant du ministère est de faire du chiffre et de multiplier les entrées pour pallier les baisses de subventions. Il leur faut donc capter des publics payants au détriment des autres musées et monuments franciliens.

Et si le ministère profitait de la journée de fermeture hebdomadaire de ces musées pour orienter le public vers d'autres sites moins connus, moins valorisés, favorisant ainsi la diversité culturelle ? Il est évident que cela impose une réflexion sur la politique culturelle et l'organisation de celle-ci, en cessant la mise en concurrence des différents établissements culturels. Pour SUD Culture, ça ne paraît pas plus compliqué que de trouver les emplois nécessaires à une ouverture 7 jours sur 7 dans cette période de disette budgétaire !

conditions de visite.

Aurélie Filippetti peut bien parler d'éducation culturelle et artistique, la réalité c'est que le sens n'existe plus. Ne reste-t-il que les agents du Ministère de la Culture pour porter encore l'idée de politique culturelle ?

Plutôt qu'une vision à court terme et purement mercantile, nous attendons des choix politiques fondés sur l'accès à la culture pour toutes et tous, reposant entre autres sur la capacité d'établissements au rayonnement international à faire découvrir les œuvres dont ils ont la garde.

Les palais que sont Versailles et le Louvre sont des symboles de la capacité des peuples à créer des continuités même quand ils renversent une monarchie de droit divin. Avec le musée d'Orsay, ils sont les lieux de l'élaboration d'une culture commune, d'abord nationale et occidentale, pour atteindre de nos jours une certaine universalité.

Ces établissements, financés majoritairement depuis des siècles par l'impôt (plus ou moins égalitaire, plus ou moins juste selon les époques, certes !), construits et définis par des politiques publiques, doivent plus que jamais tenir leurs places dans le service public culturel et non devenir une de ces entreprises commerciales qui font de la culture leur fond de commerce sans souci du bien commun.



Aux dernières nouvelles, le ministère étudierait sérieusement la faisabilité d'une ouverture 7 jours sur 7. Il chercherait notamment un moyen d'augmenter les effectifs de la filière accueil, surveillance magasinage de Versailles, du Louvre et d'Orsay en fonction de ce qu'il estime nécessaire à cette journée supplémentaire (rappelons que ces établissements n'ont déjà pas le nombre d'agents suffisant à leur bon fonctionnement, n'en déplaise à nos argentiers).

Quand on sait que le nombre d'emplois au Ministère de la Culture est plafonné par Bercy, allons-nous en plus assister à un jeu de vases communicants qui consisterait à ponctionner encore davantage des «équivalents temps plein» dans les autres administrations et établissements ? Ou alors le choix sera-t-il fait de procéder à une nouvelle répartition des emplois dans les musées concernés, en sacrifiant les postes des autres filières ?

Oui à une vraie amélioration des conditions d'accès à la culture

Non à l'ouverture 7/7

Nous ne laisserons pas sacrifier sur l'autel du mercantilisme ce que des générations ont construit, préservé et transmis.

À bon entendeur... (entendeuse ?)

Paris, le 12 août 2014

